Intervention du Président du groupe UDI, Jean Dionis du Séjour, lors de la séance plénière du 27 mai 2016 consacrée au Budget Primitif 2016

Monsieur le Président,

Nous commençons le débat de cette séance plénière du Conseil Régional sur ce qui est le premier budget de la nouvelle région Aquitaine Limousin Poitou-Charentes.

Sans aucune emphase, on peut dire qu'il a forcément un caractère historique puisqu'il signe l'acte de naissance d'un territoire qui est appelé à durer, et l'an 1 de cet élan qui doit marquer le démarrage de la nouvelle Région.

Créer une nouvelle Région, unique, consolidée à partir de trois régions qui ont derrière elles plus d'un demi-siècle d'existence autonome est en soi un immense chantier.

Le groupe Union des Démocrates et Indépendants veut saluer l'exécutif et les services pour l'effort considérable que représente la production de ce premier budget.

Les régions Françaises sont d'ailleurs séparées en deux camps très inégaux cette année.

Une moitié d'entre elles ont à faire un exercice somme toute assez facile, puisqu'il se passe à périmètre constant. C'est le cas pour les Régions Bretagne, Ile-de-France, Centre, Pays de Loire, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse. D'autres doivent faire cet effort colossal de production d'une nouvelle organisation. Cette naissance est sans doute la plus difficile chez nous en Aquitaine Limousin Poitou-Charentes, seule nouvelle Région métropolitaine à fusionner trois régions avec le Grand Est Champagne Ardennes Alsace et Lorraine.

C'était donc en soi complexe et difficile. Sur ce point, vous pouvez compter sur la compréhension de tous les élus politiques et notamment sur ceux du groupe UDI en ce qui concerne toutes les imprécisions et imperfections inhérente, à ce genre d'exercice exceptionnel.

Mais, Monsieur Le Président, il faut le dire vous avez en plus de cette consolidation voulue par la loi, dû affronter un évènement considérable, en partie imprévu même si nos collègues de l'opposition de Poitou-Charentes avaient fait lors du dernier mandat un très bon travail de lanceurs d'alerte. Cet évènement est la prise en compte de l'héritage financier calamiteux de la gestion de Madame Royal à la tête de la région Poitou-Charentes.

Cet héritage a un double impact considérable sur votre budget :

1) D'abord il dégrade considérablement les marges de manœuvre financières qui sont celles de la nouvelle Région. L'ancienne région Aquitaine avait une épargne brute en 2015 de 30 %, la nouvelle Région ALPC a construit son budget avec une prévision d'épargne brute de 11%.

Les chiffres de cet héritage, pour autant qu'on les maitrise aujourd'hui, sont vertigineux.

Je n'en donnerai que trois relevés dans votre document budgétaire :

- Le montant des impayés fin 2015 s'élevait à 128 M d'€ ;
- La sous-budgétisation pour cette même année 2015 s'élève selon vos propres chiffres à 69 M d'€ ;
- La provision faite par vos services pour vous défaire des emprunts toxiques et de 25 M d'€.

Vous portez donc un héritage évalué à ce jour à 225 M d'€.

2) Mais l'héritage financier de la gestion de Mme Royal a une autre conséquence. C'est qu'il fait peser aujourd'hui des doutes et une incertitude majeurs sur votre budget 2016. Nous ne sommes pas sûrs que l'addition s'arrêtera à 225 M d'€ et nous avons des craintes qu'elle soit plus élevée lorsque la Chambre Régionale des Comptes aura été au bout de son travail, quant à l'évaluation de la sincérité des comptes du Poitou-Charentes de 2012 à 2015 et quand le Conseil Régional aura été au bout de sa démarche de défaisance des emprunts dangereux contractés par Madame Royal.

Nous sommes dans l'obligation de souligner une nouvelle fois ce contexte grave et d'une certaine manière nous serions complices si nous n'insistions pas sur la responsabilité de Madame Royal dans le démarrage confus et extrêmement difficile de la nouvelle Région.

Par rapport à cet évènement grave et qui choque profondément nos concitoyens dans les trois anciennes régions concernées, nous vous donnons acte de la transparence que vous avez apportée au traitement de cette affaire et nous vous appelons solennellement à poursuivre dans cette voie jusqu'à ce que toute la lumière soit faite sur la responsabilité des uns et des autres dans ce désastre financier.

Nous avons donc travaillé en profondeur ce budget, et nous l'avons fait avec les éléments que vous nous avez donnés dont il faut encore rappeler qu'ils étaient, à cause de la complexité de l'exercice de consolidation et du fait des doutes qui subsistent sur l'héritage de Poitou Charentes, extrêmement opaques.

Nous avons travaillé avec les documents que vous nous avez fournis, et nous l'avons fait en ayant comme cap les trois objectifs politiques qu'a le groupe UDI dans cette assemblée en matière de finances publiques et que j 'ai eu l'occasion de préciser dès la séance initiale au nom de notre groupe.

Je me permets de vous les rappeler :

1) Faire en sorte que la construction de la Région nouvelle sa fasse, en termes de dépense publique, de manière moins couteuse que la consolidation des coûts des trois régions d'origine. C'était la parole du Président de la République pour justifier notamment ces créations.

2) Nous avons ensuite lu votre budget avec pour fil rouge la volonté de traitement équitable de tous les territoires qui composent cette grande Région. Nous savons

comme tout le monde qu'il n'y a qu'une métropole régionale (Bordeaux), nous savons qu'il y a une dizaine de pôles urbains d'équilibre, nous savons aussi l'importance des territoires ruraux et leur spécificité. Construire la nouvelle région c'est aussi se poser la question de l'équité par rapport à chacun de ces territoires.

3) Enfin, nous sommes, nous centristes, par ADN pro européens. Pour la première année, la nouvelle Région est autorité de gestion des fonds européens. Nous voulons être vigilants plus particulièrement sur la qualité de la relation entre l'Union Européenne et notre nouvelle Région.

Au final, l'analyse faite de votre proposition budgétaire à la lumière de ces trois critères, ainsi que des engagements pris devant les électeurs à l'occasion de la dernière campagne des élections régionales, dans le cadre de la liste d'union conduite par Virginie Calmels, amèneront les conseillers régionaux UDI à voter contre votre budget.

Nous voterons contre, d'abord à cause d'une progression beaucoup trop élevée des dépenses.

Alors que notre objectif était à minimum un budget constant en dépenses de 2015 à 2016, vous nous proposez une progression à 116 M d€ soit 4,8%, la section de fonctionnement progressant à elle seule de 112 M d€ soit plus de 7, 5%

Certes, ces chiffres sont plombés par les ardoises de Madame Royal, mais ce n'est pas la seule raison de leur niveau.

Ces factures laissées par Madame Royal, me direz-vous, il faut bien les payer ! Et c'est effectivement à la nouvelle Région de la faire. Et, à ce titre, nous serons d'accord avec vous pour dire qu'il n'est pas scandaleux que les contribuables de Poitou-Charentes soient appelés au titre de la TICPE au même effort que ceux de l'ensemble des habitants des autres régions métropolitaines.

Cet alignement fiscal lourd qui pèse 46 M d'€ en année pleine nous parait légitime dans le cadre d'un plan de redressement pour faire face à la situation Poitou-Charentes. Nous voterons donc votre délibération concernant l'augmentation de la TICPE.

Mais au final, il manque à votre proposition budgétaire un vrai plan de la baisse des finances régionales.

Un vrai plan de la baisse des dépenses régionales exigerait la présence de 3 composantes absentes de votre proposition.

Premièrement la maitrise de la masse salariale qui ne peut être assurée dans le cadre du statut de la fonction territoriale que par le non remplacement du départ à la retraite des fonctionnaires.

Or, votre proposition prévoit une progression de 2,5 % de ce poste pour atteindre 340 M d€ que vous aurez bien du mal à tenir compte tenu des contraintes qui s'imposent aux

collectivités (revalorisation du point d'indice à 0,6) et de l'absence de volonté de non remplacement des départs à la retraite.

Deuxièmement vous n'avez pas voulu abandonner un certain nombre de programmes d'investissements couteux et contestables en matière socio-économique, au premier rang desquels figure le désormais symbolique Pau-Canfranc. Déjà 130M€ pour les 25 km Oloron-Bedous, puis 200M€ voire 300M€ pour rouvrir la ligne jusqu'à Canfranc. Nous sommes toujours dans l'attente des projections à ce sujet.

Troisièmement, il manque à votre proposition budgétaire des mesures de cadrage à la baisse valables pour tous les postes de votre budget à l'exception des postes contraints et des rares postes qui doivent être sanctuarisés pour cause de priorité régionale.

Le résultat est une progression de 4,8% qui pour nous, compte tenu de nos objectifs, n'est pas acceptable.

Ensuite, nous voterons contre parce que le compte n'y est pas en matière d'aménagement du territoire régional.

Au niveau des contrats territoriaux avec les agglomérations, les communautés des communes, en ce qui concerne la politique de la ville, la revalorisation des territoires ruraux, toutes ces lignes sont en recul de BP 2015 à BP 2016.

935	Aménagement des territoires					
50	Services communs	0,653	0,580	0,523	-0,130	-19,9%
51	Politique de la ville	1,589	1,127	0,727	-0,862	-54,2%
52	Agglomérations et villes moyennes	3,650	1,624	1,380	-2,270	-62,2%
53	Espace rural et autres espaces de développement	11,903	9,157	8,446	-3,458	-29,0%
54	Habitat (logement)	2,390	1,027	1,904	-0,486	-20,3%
56	Technologie de l'information et de la communication	4,506	3,866	3,896	-0,610	-13,5%

Le compte n'y est pas non plus en termes de nouvelle architecture territoriale. Vous subissez l'effacement beaucoup plus rapide que prévu des Conseils Départementaux.

Mais au lieu de réagir de manière positive à cet effacement, et de construire un partenariat fort avec les établissements publics intercommunaux dans ce qui sera de toute évidence le tandem du futur région/intercommunalité, votre budget est encore trop celui de la région seule. Et ceci est d'autant plus surprenant que vous avez porté non sans courage pendant plusieurs années le combat contre un jacobinisme désargenté et à bout de souffle.

Monsieur le Président, vous ne rendrez pas prospère la nouvelle grande Région avec pour seul outil son Conseil Régional, et les forces vives de notre Région n'accepteront pas que l'on remplace un jacobinisme d'Etat par un jacobinisme régional.

N'ayez donc pas peur de construire des partenariats forts, bien sûr avec les entreprises, et nous vous suivrons là-dessus, mais avec les nouvelles forces vives de ce territoire que sont les nouvelles intercommunalités issues des reformes de 2010 et 2014.

Nous voterons donc contre votre budget parce que les dépenses sont trop élevées, Nous voterons donc contre votre budget parce qu'il ne porte pas une vision d'avenir en matière de développement territoriale. La Région parait bien isolée.

Bien sûr nous partageons plusieurs convictions avec les éléments du document que vous nous avez présentés, notamment en matière de développement économique, mais ces points sont fondamentaux et prioritaires. Ils fondent notre position. Nous espérons vous convaincre d'infléchir votre position dans la direction que nous vous avons signalée car nous pensons qu'elles sont d'intérêt général.